خاص

منتديات بحور المعارف
WWW.ELMA3ARIF.BA7R.ORG

مكتبة منتديات بحور المعارف

هذا الكتاب
مقدم من طرف منتديات بحور المعارف

- كتب دينية
- علوم القرآن
- علوم السنة النبوية
- تاريخ إسلامي
- موسوعات
- روايات عالمية
- أدب عربي
- كتب الشعر
- سياسة

- تاريخ
- اقتصاد
- إدارة
- فلسفة
- علم نفس
- شخصيات ومشاهير
- معالم وأماكن
- كتب علمية
- كتب الطب

- كتب المرأة
- كتب الطبخ
- كتب انجليزية
- كتب فرنسية
- كتب تربوية
- كتب ثقافية
- كتب أطفال
- إعلام آلي
- بحوث ورسائل جاهزة

للمزيد من الكتب والموسوعات الحصرية زوروا منتديات بحور المعارف وأحصلوا عليها مجانا

LABORATOIRE D'ECONOMIE DE LA PRODUCTION
ET DE L'INTEGRATION INTERNATIONALE

UMR 5252 CNRS - UPMF

CAHIER DE RECHERCHE

N° 25

Russie-Caspienne : l'enjeu de la diversification gazière de l'UE

Catherine Locatelli

novembre 2009

LEPII
BP 47 - 38040 Grenoble CEDEX 9 - France
1221 rue des Résidences - 38400 Saint Martin d'Hères
Tél.: + 33 (0)4 76 82 56 92 - Télécopie : + 33 (0)4 56 52 85 71
lepii@upmf-grenoble.fr - http://www.upmf-grenoble.fr/lepii

Russie-Caspienne : l'enjeu de la diversification gazière de l'UE

Catherine Locatelli
LEPII, Université de Grenoble, CNRS
BP 47, F-38040 Grenoble cedex 9
Email : catherine.locatelli@upmf-grenoble.fr

Novembre 2009

La libéralisation des industries gazières de l'UE dans un contexte de profonds bouleversements des marchés énergétiques internationaux depuis le début des années 2000 – volatilité des prix des hydrocarbures, montée du nationalisme pétrolier, accès de plus en plus difficile aux ressources en hydrocarbures des pays producteurs – a mis au premier plan la question de sa « sécurité gazière ». Ce thème est désormais central dans sa politique énergétique, à côté des préoccupations environnementales (UE, 2006). L'enjeu est notamment celui de la diversification de ses sources d'approvisionnement en gaz naturel. Il s'agit de substituer à l'oligopole de fournisseurs gaziers actuel, un marché dominé par une concurrence entre plusieurs fournisseurs.

Cette préoccupation de diversification des fournisseurs se confond avec celle relative à la fiabilité des approvisionnements et plus spécifiquement au « risque russe ». Ce dernier concerne la question du transit suite aux crises gazières entre l'Ukraine et la Russie (2006 et 2008). Mais il se rapporte aussi au pouvoir de marché que serait susceptible d'exercer la Russie sur le marché européen et à ses enjeux géopolitiques (Finon, Locatelli, 2008). L'ouverture d'un 4e corridor d'approvisionnement gazier de l'UE par le « Caucase ou la voie Sud » est ainsi censé répondre à ses deux problématiques. Il s'agit de diversifier l'approvisionnement en acheminant en Europe du gaz d'Asie centrale tout en évitant la Russie en matière de transport, afin de diminuer sa dépendance par rapport à ce pays.

Différentes variables mettent plus ou moins en question cette stratégie. La crise d'août 2008 entre la Géorgie et la Russie a démontré la fragilité et l'instabilité d'un approvisionnement de l'Europe par la « voie caucasienne » à partir du gaz de la Caspienne. La matérialisation du « corridor Sud » dépendra de facteurs économiques (par exemple la disponibilité en gaz naturel) mais aussi de facteurs plus géopolitiques ayant trait à des incertitudes politiques régionales majeures résultant des tensions nées de l'effondrement de l'Union soviétique et de l'influence extérieure de certains acteurs, Etats-Unis, Chine, Turquie (voire Iran).

Ces facteurs sont susceptibles de profondément modifier le comportement des acteurs en présence mais aussi les rapports de force jusque-là établis. Ces évolutions peuvent concerner aussi bien les producteurs (pays de la Caspienne mais aussi Russie) que les stratégies des compagnies pétrolières internationales impliquées dans le développement des hydrocarbures de cette zone. Leurs stratégies d'exportation pourraient être réévaluées à l'aune d'un risque géopolitique. Implicitement, des marchés d'exportation autres que l'UE sont susceptibles d'intéresser ces acteurs, que ce soit la Chine, l'Inde ou peut-être tout simplement la Russie. Il est clair dans ce domaine que la politique d'hydrocarbures menée par cette dernière, concernant son « étranger proche » et l'UE, sera de première importance et déterminera un certain nombre de configurations d'échanges sur la zone.

L'objectif de cet article est d'examiner les nouvelles stratégies qui pourraient émerger, qu'elles proviennent des Etats producteurs ou des compagnies pétrolières internationales, et de tenter d'en tirer certaines conséquences quant à la stratégie de diversification de l'UE.

I - Les enjeux pour l'Europe du corridor énergétique « caucasien » dans sa stratégie de diversification gazière

La dépendance gazière de l'UE, sous l'effet combiné d'une augmentation de sa demande et d'une baisse de sa production (Royaume-Uni, Pays-Bas), est appelée à croître de manière significative d'ici 2030[1], remettant ainsi au cœur de sa politique énergétique la question de la sécurité gazière (Helm, 2007). En 2030, la dépendance gazière de l'UE (soit le rapport des importations à la consommation) devrait atteindre 84 % contre 57 % actuellement. Elément important, les importations gazières de cette zone sont concentrées autour d'un oligopole fournisseurs. La Russie, l'Algérie et la Norvège représentent 84 % des importations gazières de l'UE27 (IEA, 2008-a). La dépendance en matière pétrolière est également considérable (sensiblement plus élevée que la dépendance gazière) et pose donc au même titre que le gaz des questions de sécurité énergétique. Les problématiques sont toutefois différentes dans la mesure où les exportations de gaz naturel sont largement conditionnées par l'existence d'un réseau de gazoducs de longue distance, lesquels nécessitent des investissements considérables qui par ailleurs lient étroitement un producteur et un consommateur au sein d'une zone géographique donnée[2]. On est ainsi essentiellement en présence de marchés régionaux du gaz, face à un marché internationalisé du pétrole.

1.1 La sécurité gazière de l'UE en question

Dans un contexte de marchés libéralisés et concurrentiels, la gestion de la sécurité gazière de l'UE devrait, au moins en théorie, être de moins en moins assurée par les contrats de long terme *Take Or Pay*, (contrats TOP) qui jusqu'à présent ont organisé les relations bilatérales entre producteurs et consommateurs. Ces contrats sont considérés, notamment par l'UE, comme des barrières à l'entrée importantes pour de nouveaux fournisseurs potentiels. Ils sont un frein au développement de marchés spots suffisamment liquides. Ils entrent donc en contradiction avec la politique de concurrence promue par l'UE (Percebois, 2008). Il semble pour l'heure difficile de définir très précisément des contrats de long terme efficients qui promeuvent à la fois les investissements de long terme et la concurrence de court terme (Rious, 2009). En conséquence, le développement des transactions de court terme s'avère être un élément essentiel de la libéralisation des marchés gaziers de l'UE.

Ces enjeux se confondent aujourd'hui largement avec des préoccupations plus ciblées relatives au « risque russe » qui découlerait du pouvoir de marché susceptible d'être exercé par ce pays sur le marché européen. La volonté de l'UE d'échapper à une « dépendance gazière » spécifique par rapport à la Russie et aux enjeux géopolitiques qui en découlent est ainsi clairement affichée (Finon, 2009). Les crises gazières entre l'Ukraine et la Russie mais aussi sans doute les évolutions institutionnelles du secteur énergétique russe - montée en

[1] Selon les données publiées par Eurogas et reprises par *Gas Matters*, la demande de gaz naturel de l'UE devrait augmenter de 27 % entre 2007 (505 Gm^3) et 2020 (642 Gm^3). Dans le même temps, en 2020 la production gazière de l'UE ne devrait plus couvrir que 33 % de sa consommation gazière contre 59 % actuellement. L'Europe devrait, par rapport à son niveau actuel d'importations de gaz naturel, importer 223 Gm^3 de plus.
« Corridors of power – Europe's energy options after the « August War » ».- *Gas Matters*, octobre 2008, p. 1-7.

[2] Le gaz naturel est de ce point de vue considéré comme une industrie de réseau au même titre que l'électricité.

puissance de l'Etat dans le capital de certaines compagnies énergétiques, contrôle étroit de celui-ci sur l'accès aux ressources en hydrocarbures, non-ratification du traité de la Charte de l'énergie - ont brouillé l'image de la Russie en tant que fournisseur fiable de l'Europe. Dès lors, l'interdépendance gazière réelle entre l'UE et la Russie est oblitérée au profit de la seule dépendance de l'Europe par rapport à ce pays. Les stratégies de Gazprom, descente en aval sur les marchés européens, multiplication des gazoducs à destination de l'Europe (NorthStream, Southstream) ne seraient que l'expression de l'affirmation de la puissance russe à l'égard de l'Europe (Dasseleer, 2009).

Atteindre les objectifs de la libéralisation tout en répondant aux préoccupations de sécurité gazière et de dépendance par rapport à la Russie supposent une diversification conséquente des fournisseurs de l'Union et donc par conséquent de nouvelles voies de transport[3]. Celles-ci sont un enjeu majeur de sa politique énergétique. Plusieurs sources et voies de diversification existent, que ce soit à partir du Moyen-Orient, notamment le Qatar, des pays du MENA (Algérie, Egypte, Libye) ou des pays dits de la Caspienne (principalement le Kazakhstan et le Turkménistan).

1.2 La stratégie de diversification de l'UE par la voie caucasienne

Suite à l'effondrement de l'Union soviétique, les pays de la Caspienne sont très vite apparus pour l'UE, relayée en cela par l'Agence internationale de l'énergie et le gouvernement américain, comme une source de diversification privilégiée tant en matière pétrolière que gazière. Cette zone émergeait en effet comme une alternative crédible à la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'OPEP et de la Russie (Gomart, 2007-2008 ; IEA, 1998). Le choix de cette diversification s'appuie sur les réserves importantes bien qu'encore mal évaluées de cette zone. Celles du Kazakhstan et du Turkménistan sont suffisamment importantes pour envisager des niveaux d'exportation de gaz naturel conséquents vers l'Europe (cf. tableau 1).

Tableau 1 : Les réserves prouvées de gaz naturel de certains pays d'Asie centrale, 2008

	Réserves prouvées Gm^3	**Production, Gm^3/an**	**Consommation, Gm^3/an**
Kazakhstan	1 820	30,2	20,6
Ouzbékistan	1 580	62,2	48,7
Turkménistan	7 940	66,1	19,0
Total	11 340	158,5	88,3

Source : *BP Statistical Review of World Energy*, juin 2009

On peut ainsi tabler pour le Kazakhstan sur des niveaux de production de gaz naturel de l'ordre de 61,5 Gm^3 (Cedigaz, 14 octobre 2008) en 2015 et de 250 Gm^3 pour le Turkménistan en 2030 (FSU Argus, 19 septembre 2008)[4]. Il reste toutefois des incertitudes majeures. Elles portent principalement sur les réserves réellement en place en l'absence d'investissements conséquents dans l'exploration, tout particulièrement concernant le Turkménistan. Elles

[3] L'Energy Security and Solidarity Action Plan de l'UE qui découle de la deuxième « Energy Strategic Review » publiée en novembre 2008 identifie clairement la diversification et le développement de nouvelles infrastructures comme faisant partie des besoins essentiels de l'UE (Denison, 2009).

[4] Cela lui permettrait d'assurer des exportations gazières de l'ordre de 200 Gm^3. « Turkménistan : hausse des exports de gaz de 50 Gm^3 en 2007 à 125 Gm^3 en 2015 ».- Pétrostratégies, 9 juin 2008

concernent également la capacité de ces pays à mettre leurs ressources en production au rythme voulu. Les démêlés actuels de quelques compagnies pétrolières avec l'Etat kazakh concernant la renégociation de certains accords de partage de production signés dans les années 1990 démontrent que l'on est en présence d'un cadre juridique et fiscal non stabilisé. Cela pourrait se traduire par des délais importants dans la mise en production des gisements, comme en témoigne l'expérience de l'ENI sur le gisement de Karachaganak (Kazakhstan)[5].

- La voie de diversification « caucasienne »

Cette diversification de la fourniture gazière de l'Europe à partir de l'Asie centrale et de la Caspienne en général passe par l'ouverture d'un 4e corridor (de gazoducs) à travers le Caucase. A ce jour, trois corridors principaux assurent la fourniture gazière de l'Europe à partir de la Russie, de l'Afrique du Nord (principalement l'Algérie) et de la mer du Nord (Norvège et Royaume-Uni, cf. encadré 1). Ce nouveau corridor contribuerait donc à une diversification des voies d'exportation (et pas seulement des sources d'approvisionnement), répondant ainsi à la stratégie prônée par les Etats-Unis[6].

Encadré 1 : Les trois corridors d'approvisionnement gazier de l'UE

La capacité potentielle d'exportation de ces corridors pourrait être augmentée pour satisfaire la croissance de la demande gazière de l'UE, mais ne constitue pas une diversification des sources d'approvisionnement.

L'axe Nord : les gazoducs en provenance de la mer du Nord
Ces gazoducs, en provenance principalement de la Norvège et des Pays-Bas, ont une capacité de près de 140 Gm^3/an à destination principalement de l'Allemagne (capacité totale de 55 Gm^3/an), de la Belgique (Zeebrugge), de la France (Dunkerque) et du Royaume-Uni (capacité totale de l'ordre de 40 Gm^3/an). Deux interconnectors existent entre le Royaume-Uni et la Belgique, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Le corridor de la mer du Nord a cependant une capacité d'extension limitée en raison de l'épuisement des réserves gazières de l'Angleterre et des politiques de développement des réserves menées par la Norvège et les Pays-Bas.

Les gazoducs en provenance d'Afrique du Nord
Il s'agit essentiellement des gazoducs en provenance de l'Algérie à destination de l'Italie et de l'Espagne, et celui en provenance de la Libye à destination de l'Italie. Des extensions de capacités ainsi que la mise en œuvre de nouveaux gazoducs sont prévues tant pour l'Algérie que pour la Libye.

L'axe Est : les gazoducs en provenance de Russie

---

[5] Sur ce point on pourra notamment se référer à Boussena (S.), Pauwels (J-P), Locatelli (C.), Swartenbroekx (C.), 2006. En particulier, on doit noter les reports incessants de la mise en production du gisement de Kashagan prévue pour 2005 et reportée au plus tôt en 2012-2013.

[6] Selon T. Gomart, op.cit., les Etats-Unis « (…) s'efforcent de promouvoir une *multi pipeline diplomacy* destinée à diversifier les routes d'exportation en contournant les pays dont les régimes sont jugés peu conciliants comme la Russie ou l'Iran. ».
La création de l'oléoduc BTC (Bakou, Tbilissi, Ceyhan) en 1996 est la première concrétisation de ce nouveau corridor. D'une capacité de 1Mb/j, il est pour l'heure essentiellement approvisionné par du pétrole azéri. Il devrait (condition impérative pour qu'il soit rentable) être approvisionné pour partie par du pétrole kazakh dont la capacité d'exportation sera sensiblement augmentée quand les trois grands gisements Kachagan, Karachaganak et Tengiz produiront au maximum.

Il s'agit de deux principaux gazoducs, l'Euro Sibérien par l'Ukraine et le Yamal I par la Biélorussie. Il faut ajouter le Blue Stream Pipeline, par la mer Noire à destination de la Turquie. Des extensions de capacités sont envisagées sur le Yamal avec la mise en œuvre d'un Yamal II. Mais, à ce jour, les objectifs de la Russie se concentrent principalement sur deux gazoducs, le NordStream par la Baltique à destination de l'Allemagne et le SouthStream par l'Autriche à destination de l'Europe du Sud.

Le principal projet de gazoduc[7] envisagé par le Caucase, soutenu par l'UE, est le Nabucco, développé par les compagnies OMV (Autriche), leader du projet, Botas (Turquie), MOL (Hongrie), Bulgargaz (Bulgarie) et Transgaz (Roumanie), chaque compagnie détenant 20 % (cf. tableau 2). Ce gazoduc permettrait d'approvisionner l'Europe en gaz en provenance principalement du Turkménistan et de l'Azerbaïdjan, voire du Kazakhstan et éventuellement du Moyen-Orient, Iran, Irak voire Egypte. Sa capacité serait de l'ordre de 30 Gm^3 en 2020. La moitié du gaz transporté devrait fournir les pays traversés par le gazoduc, le reste étant destiné à partir du hub de Baumgarten (Autriche) à alimenter les marchés autrichiens, allemands et italiens. Sa date de mise en service est prévue pour 2013 et devrait nécessiter un investissement de l'ordre de 5 milliards d'Euros2004 (IEA, 2008-b). La réalisation de gazoducs complémentaires doit être envisagé pour rendre ce projet crédible, en particulier le Transcaspien sous la mer Caspienne afin de transporter le gaz du Turkménistan jusqu'au South Caucasus Pipeline (Bakou, Tbilissi, Erzerum).

D'autres variantes auraient pu être envisagées pour acheminer le gaz de la Caspienne en Europe, notamment par l'Iran et par la Russie, au travers de son réseau de transport. Cette dernière solution supposait toutefois une libéralisation de l'industrie gazière russe avec en particulier un accès libre et égalitaire (ATR) aux gazoducs de Gazprom pour tous les fournisseurs gaziers, dont ceux de la Caspienne. Le protocole de transit inclus dans le traité sur la Charte de l'énergie visait notamment cet objectif et à ce titre répondait explicitement aux enjeux de sécurité gazière de l'UE (Seliverstov, 2009). En l'absence d'une ratification du traité par Moscou et à cause de l'emprise croissante de Gazprom sur l'industrie gazière russe au travers d'un élargissement de son monopole d'exportation (Locatelli, 2008), la « voie russe », même si elle est économiquement rentable, n'apparaît plus comme une solution réaliste. Qui plus est, elle ne sort pas les pays de la Caspienne de « l'orbite russe » et ne permet donc pas de faire face au « risque russe » tel qu'envisagé par l'UE.

Tableau 2 : Les principales voies d'exportations gazières possibles et réalisées de la Caspienne vers l'Europe

Nom	Route	Capacité	Sources de gaz
Trans-Caspian Gas Pipeline (TCGP) : projet	Turkménistan, Azerbaïdjan (Bakou) par la Caspienne puis Turquie par la Géorgie, couplé au Nabucco	30 Gm^3/an	Kazakhstan-Turkménistan
South Caucasus Pipeline (SCP) : réalisé en 2007	Azerbaïdjan (Bakou)-Géorgie (Tbilissi) -Turquie (Erzurum)	20 Gm^3/an	Azerbaïdjan (Shah Deniz)
Trans Adriatic Gas Pipeline : projet 2011	Grèce-Albanie-Italie	10-20 Gm^3/an	Caspienne, Moyen-Orient
Interconnector Grèce-Italie : projet 2012	Grèce-Italie	8 Gm^3/an	Caspienne, Moyen-Orient
Nabucco : projet 2013	Turquie-UE par l'Europe centrale	30 Gm^3/an	Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan, Iran

[7] Un deuxième projet important est l'accroissement de l'Interconnector entre la Turquie, la Grèce et l'Italie (TGII).

Source: « Caspian And Central Asian Export Pipelines Assume Aura Of Most Serious Game ».- *Middle East Economic Survey*, 17 mars 2008.

II – Les incertitudes de la diversification gazière de l'Europe par le Caucase

Deux interrogations majeures structurent à ce jour la problématique des voies de transport par le Caucase et se rapportent principalement aux incertitudes d'ordre économique et géopolitique qui pèsent sur le développement d'une nouvelle voie d'exportation par cette région. Les problèmes d'ordre économique portent sur la capacité d'exportation des fournisseurs potentiels et sur ceux liés aux évolutions du marché gazier européen avec les normes et les règles induites par la libéralisation. Les problèmes d'ordre géopolitique sont avant tout ceux relatifs aux pays de transit.

2.1 Risque économique et risque géopolitique

Si, en matière pétrolière, les réserves du Kazakhstan sont suffisantes pour justifier plusieurs voies d'exportation, dont l'une par le BTC et l'autre par le CPC (Caspian Pipeline Consortium[8]), la problématique est sensiblement différente dans le domaine du gaz. Aucun des trois pays riverains de la Caspienne (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan) n'atteint 2% des réserves mondiales. En conséquence, la principale contrainte pesant sur le « 4[e] corridor d'approvisionnement de l'UE », et tout particulièrement le projet Nabucco, réside dans les sources d'approvisionnement susceptibles d'emprunter cette voie. Par ailleurs, la possibilité d'approvisionner le Nabucco en gaz turkmène est loin d'être acquise en raison des incertitudes pesant sur la réalisation du Transcaspien. Ce dernier apparaît plus ou moins incontournable pour crédibiliser une option vers l'Europe par le Caucase en raison de l'enclavement de ces pays mais semble difficilement réalisable dans les conditions de tensions actuelles entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan[9].
Dans son rapport sur la sécurité énergétique de l'UE, Claude Mandil, ancien président de l'AIE, souligne que ce gazoduc ne devrait pas recevoir plus de 20 Gm^3/an de gaz azéri et turkmène et conclut : « C'est insuffisant pour justifier un investissement d'une telle importance. Nabucco ne sera construit qu'avec la perspective d'acheminer du gaz russe ou iranien, ou les deux » (Mandil, 2008). Compte tenu du dossier iranien, il est peu probable qu'à court terme l'Europe ait recours à une telle solution. Par ailleurs, l'utilisation du gaz russe, même dans une nouvelle route d'exportation, ne répondrait que très partiellement au problème de diversification de l'approvisionnement gazier européen.

Les enjeux de rentabilité et de faisabilité de tels projets sont d'autant plus posés que les règles d'*unbundling patrimonial et* d'ATR (accès des tiers au réseau) promues par l'UE dans le cadre de la libéralisation de son marché gazier seront susceptibles de peser sur les choix d'investissements des sociétés gazières. Cela concerne le renouvellement des capacités

---

[8] Sa capacité est actuellement de 560 000b/j et pourrait être portée à 1,32 Mb/j si un accord est trouvé avec les Russes (Transneft). « KazMunaiGaz Signs accord For KCTS Export Route With Key Kazakh Producers ».- *Middle East Economic Survey*, 19 février 2007.

[9] En l'absence d'un accord sur le statut juridique de la Caspienne, mer *versus* lac, il est peu probable que des investissements soient engagés dans la réalisation d'un gazoduc transcaspien. Des tensions importantes se font jour aujourd'hui entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan concernant la délimitation des eaux territoriales et donc de la propriété de certaines réserves de la Caspienne. Les litiges portent notamment sur les gisements de Sedar/Kyapaz mais aussi de Chirag et Azeri. "Caspian row reignites".- *FSU Energy Argus*, Vol XIV, 31 juillet 2009.

existantes de transport et leur accroissement (Dorigoni, Pontoni, 2008). Il est en particulier difficile de les imaginer s'engager dans le financement de gazoducs sur longue distance sans disposer dans le même temps de capacités de transport réservées sur les gazoducs construits. Dans cette perspective, le projet Nabucco serait l'objet d'un certain nombre d'exemptions pour pallier ses problèmes, démontrant ainsi le fort soutien que l'UE entend lui accorder.

Les problèmes d'ordre géopolitique résultent principalement d'incertitudes politiques régionales majeures marquées par des tensions entre les Etats nés de l'effondrement de l'Union soviétique et par l'influence extérieure de certains acteurs, Russie, Etats-Unis, Chine. Turquie… Ces derniers peuvent modifier les équilibres de pouvoir établis sur la région (Kazantsev, 2008). La « crise » d'août 2008 entre la Géorgie et la Russie a ainsi matérialisé les incertitudes qui peuvent exister quant à la stabilité et la sécurité du 4^{e} corridor d'approvisionnement par le Caucase (Winrow, 2009).

2.2 Les conséquences sur les stratégies des acteurs, Etats, compagnies

Les problèmes d'ordre géopolitique pourraient entrainer des changements significatifs dans les stratégies des différents acteurs impliqués, que ce soit les Etats producteurs, les principaux « acteurs extérieurs » (Chine, Russie, UE, Etats-Unis), (Yenikeyeff, 2008) ou les compagnies pétrolières internationales et nationales participant au développement des principaux gisements d'hydrocarbures de la région[10]. Ces évolutions seraient en mesure de mettre en question la stratégie de diversification tentée par l'UE pour assurer sa sécurité gazière.

- Un jeu à plusieurs niveaux : Etats producteurs, « acteurs extérieurs »

Face à ces instabilités, les Etats producteurs de la zone sont incités à réévaluer et à modifier sensiblement leurs objectifs, tant en matière de marchés que de voies d'exportation. En raison de la localisation géographique de ces pays et de la proximité des marchés qui en découle, deux principales zones d'exportation autres que l'Europe leur sont offertes, la Russie (Stern, 2005) et l'Asie : la Chine, l'Inde, le Pakistan étant appelés à devenir de forts importateurs de gaz naturel (Peimani, 2001 ; Stern 2008) et. A l'image du Kazakhstan avec en matière pétrolière le Kazakh Caspian Transport System (KCTS)[11], ils pourraient être tentés de diversifier leur marché d'exportation et donc leur système de transport. Cela contribuerait à sécuriser leur exportation en leur évitant notamment une trop grande dépendance par rapport au seul marché européen, mais dans le même temps poserait question quant à la crédibilité du projet Nabucco.

La concrétisation de certains projets de gazoducs, principalement à destination de la Chine et en provenance du Kazakhstan et du Turkménistan, laisse à penser que l'on se dirige vers des volumes significatifs d'exportation vers cette zone, d'autant plus que les besoins chinois en la

---

[10] Le développement des grands gisements du Kazakhstan, Kachagan, Karachaganak et Tenguiz se fait au travers d'accords de partage de production dans lesquels sont impliquées les grandes compagnies pétrolières internationales que sont Chevron, ENI, Shell, BP, Total, ExxonMobil, Statoil, et Lukoil du côté de la Russie.

[11] Le Kazakhstan a toujours largement défendu cette option en diversifiant les voies d'exportation de son pétrole à destination de l'Europe et en les répartissant entre le CPC (la voie russe) et le BTC (la voie caucasienne par l'Azerbaïdjan). La construction du Kazakhstan Caspian Transport System (KCTS) a ainsi pour but d'acheminer le pétrole du gisement de Kashagan et une partie du pétrole de Tenguiz jusqu'au BTC pour ensuite les exporter en Europe. Le pipeline devrait entrer en service en 2011 avec une capacité initiale de 500 000 b/j. « Chevron to Participate In New Kazakh Export Route ».- *Middle East Economic Survey*, 16 juin 2008.

matière pourraient devenir considérables. Les premiers accords entre le Turkménistan et la Chine portent sur un volume de 30 Gm^3/an de gaz naturel dès 2010[12]. Ces tronçons de gazoducs font partie d'un projet global, le Central Asia Gas Pipeline (CAGP), système de transport reliant le Turkménistan à la Chine via le Kazakhstan et l'Ouzbékistan (Alba-Saunal, 2009). Des exportations turkmènes vers l'Inde et le Pakistan pourraient également être envisagées, cette fois par une route passant par l'Afghanistan (cf. tableau 3).

La Russie s'affirme également comme un marché significatif pour les exportations de gaz naturel du Kazakhstan et du Turkménistan. Selon l'accord passé en 2003, le Turkménistan a fourni 45 Gm^3 de gaz naturel à la Russie en 2008. Ces livraisons pourraient être supérieures à 80 Gm^3 d'ici 2010 et ce jusqu'en 2028[13]. Ces contrats s'accompagnent d'accords sur le système de transport entre ces trois pays. Ils visent la réhabilitation et l'extension du réseau de gazoducs entre le Turkménistan et la Russie via l'Ouzbékistan et le Kazakhstan (le Central Asia Gas Pipeline System)[14], et la construction du Caspian pipeline le long de la Caspienne (Kazantsev, 2008). Ils laissent supposer que la Russie entend faire de cette stratégie une variable importante et durable de sa politique d'hydrocarbures. Elément nouveau, l'Azerbaïdjan (Babali, 2009) pourrait également se tourner vers la Russie pour ses exportations gazières alors que le gaz de Shakh Deniz doit en principe être la première source d'approvisionnement de Nabucco[15]. Plus largement, il semblerait que ce pays soit prêt à s'orienter vers une politique de diversification de ses routes d'exportation[16]. Ces évolutions fragilisent un peu plus la viabilité du projet Nabucco[17].

Tableau 3 : Le projet Central Asia Gas Pipeline

La partie kazakhe : Ouzbékistan-Chine : (longueur 1 300 km) : D'une capacité de 4,5 Gm^3/an : an pour la 1ère tranche puis d'une capacité de 40 Gm^3/an en 2013
La partie turkmène : Turkménistan-Ouzbékistan (longueur 188 km) : capacité d'exportation de 30 Gm^3 /an fin 2009
La partie ouzbèque : Ouzbékistan-Kazakhstan (longueur 530 km) : capacité d'exportation 30

[12] Un contrat de long terme (30 ans) permettra au Turkménistan à partir de 2009 de livrer du gaz à la Chine (CNPC chinoise). Un contrat de court terme pourrait permettre à la Chine d'importer 10 Gm^3 de plus en provenance du Turkménistan. « Gazprom woos Turkmenistan ».- *FSU Energy, Petroleum Argus*, 1er août 2008, p. 4.

[13] La crise économique conduit toutefois la Russie à revoir à la baisse ses importations en provenance du Turkménistan qui pour 2009 pourraient ne pas dépasser les 7 Gm^3 en 2010. « Ashgabat prepares for China gas exports ».- *Argus Energy FSU*, 21 août 2009.

[14] L'objectif est de faire passer la capacité de ce réseau de 45-55 Gm^3/an à 90 Gm^3/an (Alba Saunal, 2009).

[15] Gazprom négocie avec la Socar un accord gazier de long terme. "Gazprom signs Azeri agreement".- *Argus Energy FSU*, 16 octobre 2009.

[16] Selon le ministre de l'Energie azéri, N. Aliev, diverses routes d'exportation s'offrent à l'Azerbaïdjan en matière gazière. Outre le projet Nabucco, on peut également mentionner l'Interconnector entre la Turquie, la Grèce et l'Italie (ITGI), le gazoduc Trans-Adriatic et la voie russe (Tsakiris, 2009).

[17] Si l'on s'en tient au Turkménistan, compte tenu des quantités contractualisées avec la Chine et avec la Russie, il est peu probable que sur le court voire moyen terme il dispose encore de capacités d'exportation conséquentes à destination de l'Europe. Ne serait-ce que pour satisfaire ses engagements contractuels avec ces deux pays, il devra, d'ici 2010, augmenter sa production de plus de 50 % (Argus FSU, 15. 08. 2008).

Gm^3/an en 2010.
Différents projets entre le Turkménistan et le Pakistan via l'Afghanistan (voire l'Inde) sont évoqués depuis les années 1990, dont **le TransAfghan** et le **CentGas pipeline**. Le Transafghan aurait une capacité de 30 Gm^3/an et une longueur de 1 680 km. Mais les tensions politiques dans la zone, notamment en Afghanistan, les rendent à court terme difficilement envisageables.

Sources : Alba-Saunal, 2009 ; Brill Olcott, 2006, p. 202-233.

Dans ce jeu complexe, la Russie s'avère ainsi être un acteur déterminant. Sa politique en matière d'hydrocarbures est susceptible de fortement influencer les relations gazières qui se nouent sur l'Asie centrale (Boussena et al., 2006). D'une part, elle tente de contrôler voire de limiter, sur le marché européen, une concurrence en provenance du Kazakhstan et du Turkménistan au travers d'une politique de contractualisation du gaz de la Caspienne (Stern, 2005) et de la mise en place d'un réseau de transport (le SouthStream) concurrent de celui de la « voie caucasienne ». D'autre part, elle rend son marché attractif car rentable en acceptant de normaliser ses relations économiques avec les pays d'Asie centrale (Locatelli, 2008). Gazprom s'est ainsi engagé à payer un « prix européen » pour ses importations gazières en provenance d'Asie centrale, mettant de manière explicite fin au système d'échanges hérité de l'Union soviétique[18]. Il pourrait en résulter des augmentations de prix substantielles (de l'ordre de 60-70 % pour le gaz kazakh dès 2009, selon *Petroleum Economist*, mai 2008)[19]. Le marché russe représente donc pour le gaz du Turkménistan et du Kazakhstan un débouché immédiat et rentable.

Le dernier acteur incontournable à prendre en compte est la Turquie qui de par sa position de transit détient une partie des clés de la rentabilité du projet Nabucco et donc implicitement de la diversification gazière de l'UE. Des points d'achoppement demeurent notamment sur la question des tarifs de transit entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, de l'accès de la Turquie à une partie de la production transportée par Nabucco à des prix préférentiels (Tsakiris, 2009). Ces relations gazières s'insèrent d'une part dans un contexte politique régional complexe où les relations entre l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Turquie voire la Russie sont marquées par des conflits locaux, exemple des territoires occupés du Nagorno-Karabakh, ou du génocide arménien, cf. Winrow, 2009). Elles s'inscrivent d'autre part dans le cadre des difficiles négociations de l'accession de la Turquie à l'UE.

Au niveau des compagnies, les instabilités des pays de transit du couloir caucasien sont susceptibles de les inciter à modifier leurs décisions d'investissements en matière de transport et de marché d'exportation (Babaly, 2009) voire de prendre plus explicitement en compte les intérêts exprimés par Moscou en participant, comme le fait l'ENI, au développement du SouthStream, concurrent direct du Nabucco promu par Gazprom. Celui-ci est en effet la réponse de la société gazière russe aux tentatives de diversification de l'Europe[20]. A ce titre, les stratégies de certaines compagnies (E.ON, GDF pour le NordStream, ENI, EDF pour le Soutstream) sont partie prenante de la concurrence qui se joue entre la Russie et la Caspienne pour l'approvisionnement en gaz naturel de l'Europe, dans la mesure où elles crédibilisent la

[18] Durant toutes les années 1990, la Russie a acheté du gaz turkmène pour partie sur la base d'accords de troc et pour partie sur la base d'un paiement monétaire. M. Brill Olcott souligne que dans un tel système il est extrêmement difficile d'évaluer le prix réel du gaz étant donné l'opacité des accords de troc. Brill Olcott, 2006.

[19] La Russie a pour 2008 contractualisé 50 Gm^3 de gaz turkmène à un prix de 100 \$/1000 m^3.

[20] Il est à noter que si ce dernier (au même titre que le NordStream) permettrait de diminuer pour partie le risque du transit par l'Ukraine, il ne constitue en aucun cas une voie de diversification des approvisionnements de l'UE.

voie russe. Il en est de même concernant les relations privilégiées que certains Etats de l'UE entendent maintenir avec la Russie.

* * *

L'approvisionnement de l'Europe en gaz d'Asie centrale par le couloir caucasien présente des fragilités et des limites. De nouvelles configurations d'échanges pourraient résulter des instabilités politiques des pays de transit que traverse ce « couloir gazier ». On a longtemps pensé que l'on s'orientait vers l'émergence d'une concurrence entre la Russie et la Caspienne pour l'approvisionnement de l'Europe. Les événements récents mais aussi les fondamentaux économiques démontrent que les options sont plus ouvertes et sans doutes plus complexes. En premier lieu, le marché européen pourrait se retrouver en concurrence avec le marché asiatique mais aussi russe pour une fourniture gazière en provenance de l'Asie centrale. Dans le même temps, l'objectif de diversification des marchés d'exportation poursuivi par la Russie serait susceptible d'induire une concurrence Europe-Asie pour la fourniture en gaz naturel russe. Certes, ces différents scénarios sont des options de long terme étant donné les infrastructures à mettre en place, mais on ne peut en aucun cas les exclure. Dans tous les cas, ces configurations s'avèrent problématiques du point de vue de la diversification de l'approvisionnement gazier de l'UE et donc de sa sécurité gazière dans un contexte libéralisé. Cette logique de diversification en direction de l'Asie centrale pose la question plus large des relations entre l'UE et la Russie, et de la renégociation d'un partenariat stratégique entre les deux zones.

Bibliographie

Alba-Saunal (N.).- "Les voies d'exportations du gaz d'Asie centrale vers l'Asie continentale. Principaux projets et perspectives".- Focus Gaz, *Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du développement durable et de la Mer, IFP*, 2009

Babaly (T.).- "Prospects of export routes for Kashagan oil".- *Energy Policy*, N° 37, 2009, p. 1298-1308.

BP Statistical Review of World Energy, juin 2009

Boussena (S.), Pauwels (J.P.), Locatelli (C.), Swartenbroekx (C.).- *Le défi pétrolier : questions actuelles du pétrole et du gaz*.- Vuibert, Paris, 2006.

Brill Olcott (M.).- « International gas trade in CentralAsia » in Victor (D.), Jaffe (A.), Hayes (M.).-*Natural Gas and Geopolitics: From 1970 to 2040*.- Cambridge University Press, 2006, 508 p.

Dasseleer (P.).- Gazprom : l'idéalisme européen à l'épreuve du réalisme russe".- L'H armattan, 2009, 156 p.

Dorigoni (S.), Pontini (F.).- « Ownership Separation of the Gas Transportation Network: Theory and Practice ».- *Working Paper n° 9, IEFE, Università Commerciale Luigi Bocconi*, mars 2008,27 p.

Finon (D.).- "Lessons of Nabucco: The limits of EU direct intervention in transit pipeline development".- *Feem/EUI/CIEP Workshop,* Milan, 28 septembre 2009, 12 p.

Finon (D.), Locatelli (C.).- "Russian and European gas interdependence: Could contractual trade channel geopolitics?".- *Energy Policy*, 2008, 36 (1), pp. 423-42.

Gomart (T.).- « L'Europe marginalisée ».- *Politique Internationale*, n° 118, hiver 2007-2008.

Helm (D.).- *The New Energy Paradigm*.- Oxford University Press, 2007, 518 p.

International Energy Agency-a.- *IEA Energy Policies Review : The European Union, 2008*.- OECD/IEA, Paris 2008

International Energy Agency-b.- *Development of Competitive Gas Trading in Continental Europe : How to achieve workable competition in European gas markets ?*.- OECD/IEA, Paris, mai 2008.

International Energy Agency.- *Caspian Oil and Gas : The supply potential of Central Asia and Transcaucasia*.- OECD/IEA, 1998.

"Kazakhstan: Government aims to produce 61.5Bcm by 2015".- *Cedigaz News Report*, vol 47, n° 30, 14 octobre 2008.

« KazMunaiGaz Signs accord For KCTS Export Route With Key Kazakh Producers ».- *Middle East Economic Survey*, 19 février 2007.

Kazantsev (A.).- « Russian Policy in Central Asia and the Caspian Sea Region ».- *Europe-Asia Studies*, Vol 60, n° 6, août 20, p.1073-1088.

Locatelli (C.).- "Gazprom's export strategies under the institutional constraint of the Russian gas market".- *OPEC Energy Review*, XXXII (3), 2008, pp. 246-64.

Mandil (C.).- *Sécurité énergétique et Union Européenne : propositions pour la présidence française*.- Rapport au Premier Ministre, Paris, 21 avril 2008, 29 p.

Peimani (H.).- *The Caspian Pipeline Dilemma: Political Games and Economic Losses*.- Praeger, Westport, Connecticut, London, 2001, 134 p.

Percebois (J.).- *The supply of natural gas in the European Union-strategic issues*.- OPEC Energy Review, Vol XXXII, n° 1, mars 2008, p.33-53.

Rious (V.).- The Design of The Internal Energy Market In Relation To Energy Supply Security And Climate Change".- *EUI Working Papers, Robert Schuman Centre For Advances Studies*, n° 37, 2009, 9 p.

Seliverstov (S.).- "Energy Securit of Russia and the EU: Current Legal Problems".- *Note de l'Ifri*, 2009, 17 p.

Stern (J.), Ed.- *Natural Gas in Asia: The Challenges of growth in China, India, Japan, and Korea*.- Oxford Institute For Energy Studies, 2008, 416 p.

Stern (J.).- *The future of Russian Gas and Gazprom*.- Oxford Institute For Energy Studies, 2005, 270 p.

Tsakiris (T.).- "Nabucco Intergovernmental Agreement boosts pipeline's chances: Questons On Viability Remain".- *Middle East Economic Survey, Research Special Report*, 31 août 2009.

« Turkmenistan plans new state firm ».- *FSU Energy-Petroleum Argus*, 19 septembre 2008.

Union Européenne.- *Le livre vert : Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable*.- UE, mars 2006

Yenikeyeff (S.).- "The Georgia-Russia standoff and the future of Caspian and central Asian energy supplies".- *Oxford Energy Comment*, août 2008.

Winrow (G.).- Problems and Prospects For the « Fourth Corridor »: The positions and Role of Turkey in Gas Transit to Europe ».- *Oxford Institute for Energy Studies*, NG 30, juin 2009, 30 p.